

Règlement RMU-02 concernant les animaux

Séance ordinaire du conseil municipal de la Ville de Saint-Raymond, tenue le 7 mai 2007, à 20 heures, à l'endroit ordinaire des séances du conseil, à laquelle étaient présents :

Monsieur le maire Rolland Dion

Madame et messieurs les conseillers :

Jean-Luc Plamondon
Bernard Ayotte
Lorraine Linteau

Guillaume Jobin
Jacquelin Genois
Denis Gingras

tous membres du conseil et formant quorum.

Attendu qu'un avis de motion de ce règlement a été préalablement donné, soit à la séance du conseil tenue le 2 avril 2007;

Attendu qu'une copie du projet de règlement a été remise à tous les membres du conseil au plus tard deux jours juridiques avant la séance et que tous les membres présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture;

En conséquence,
sur la proposition du conseiller Guillaume Jobin,
appuyée par le conseiller Jacquelin Genois,

il est résolu à l'unanimité que ce conseil municipal décrète ce qui suit, à savoir :

Article 1 Définitions

- Agent de la paix :** personne responsable de l'application du présent règlement dans le cadre de sa mission, plus précisément en ce qui a trait au maintien de la paix, l'ordre et la sécurité publique sur le territoire;
- Aire de jeux :** signifie la partie d'un terrain, accessible au public, occupée par des équipements destinés à l'amusement des enfants, tels que balançoire, glissoire, trapèze, carré de sable, plage, piscine ou pataugeoire;
- Animal :** signifie chiens, chats;
- Chien guide :** un chien en formation ou entraîné pour guider ou accompagner une personne atteinte d'une déficience physique;

Gardien :	est réputé gardien, le propriétaire d'un animal, la personne qui en a la garde ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal ainsi que le père, la mère, le tuteur ou le répondant chez qui réside une personne mineure qui est propriétaire, qui a la garde ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal;
Fourrière :	immeuble choisi par le conseil municipal ou par toute personne ou organisme avec qui elle peut ou pourra, le cas échéant et par résolution, avoir conclu une entente aux fins du respect et de l'application du présent règlement, pour héberger ou supprimer un animal;
Officier chargé de l'application :	l'officier municipal et les agents de la paix sont responsables de l'application de tout ou partie du présent règlement et sont autorisés à émettre des constats d'infraction;
Officier municipal :	l'inspecteur municipal, l'inspecteur en bâtiment, le directeur du Service d'urbanisme et leur adjoint respectif, le contrôleur de chiens et toute autre personne avec qui la municipalité peut avoir conclu une entente ou un contrat;
Parc :	les parcs situés sur le territoire de la municipalité et qui sont sous sa juridiction et comprennent tous les espaces publics gazonnés ou non où le public a accès à des fins de repos, de détente, de jeux ou de sport et pour toute autre fin similaire;
Personne :	toute personne physique ou morale;
Terrain de jeux :	un espace public de terrain principalement aménagé pour la pratique de sports et pour le loisir.

Article 2 Licence (non applicable)

Le gardien d'un chien qui réside dans les limites de la municipalité doit, avant le 1^{er} mai, obtenir une licence pour ce chien.

Article 3 Durée (non applicable)

La licence est valide pour la période indiquée à l'*annexe A*. Cette licence est incessible et non remboursable.

Article 4 Coûts (non applicable)

Le gardien d'un chien doit payer le coût d'une licence indiquée à l'*annexe A*.

La licence est gratuite si elle est demandée pour un chien guide.

Article 5 Renseignements (non applicable)

Toute demande de licence doit indiquer le nom, prénom, date de naissance, adresse et numéro de téléphone de la personne qui fait la demande, ainsi que la race et le sexe du chien, de même que toutes les indications utiles pour établir l'identité du chien, incluant des traits particuliers.

Article 6 Endroit (non applicable)

La demande de licence doit être présentée sur la formule autorisée par la municipalité. Si ce chien est déjà muni d'une licence valide émise par une autre municipalité, la licence prévue à l'article 2 n'est obligatoire que si le chien est gardé dans la municipalité pour une période excédant 60 jours annuellement.

Article 7 Identification (non applicable)

Contre paiement du prix, il est remis au gardien une licence indiquant le numéro d'enregistrement de ce chien.

Article 8 Port (non applicable)

Le gardien doit s'assurer que le chien porte cette licence en tout temps.

Article 9 Registre (non applicable)

La municipalité tient un registre où sont inscrits le nom, le prénom, la date de naissance, l'adresse et le numéro de téléphone du gardien ainsi que le numéro d'immatriculation du chien pour lequel une licence est émise, de même que tous les renseignements relatifs à ce chien.

Article 10 Perte ou destruction (non applicable)

Advenant la perte ou la destruction de la licence, le gardien peut en obtenir une autre pour la somme indiquée par la municipalité et pour couvrir la période restante de la licence en cours.

Article 11 Nuisance

Constitue une nuisance :

1. tout animal qui attaque ou mord une personne ou un autre animal;
2. tout animal qui cause un dommage à la propriété d'autrui;
3. tout animal qui aboie, miaule, hurle, gémit ou émet des sons de façon à troubler la tranquillité des personnes qui résident, travaillent ou se trouvent dans le voisinage;
4. tout animal qui se trouve sur un terrain privé sans le consentement du propriétaire ou l'occupant de ce terrain;
5. tout animal qui se trouve dans une aire de jeux, qu'il soit ou non en laisse et qu'il soit ou non accompagné de son gardien;
6. tout animal qui est errant;
7. tout animal qui est atteint d'une maladie contagieuse ou de la rage;
8. tout animal qui est méchant, dangereux, qui attaque ou qui est entraîné pour attaquer;
9. tout animal qui se trouve à l'extérieur de l'immeuble du gardien et que celui-ci est incapable de le maîtriser en tout temps;
10. tout animal qui salit par ses matières fécales lorsqu'elles ne sont pas immédiatement ramassées par son gardien;
11. le fait de garder tout animal sauvage ou exotique, reconnu comme tel au Québec, apprivoisé ou non, tels que reptiles, carnivores et autres animaux du même genre. Ceux-ci sont énumérés à l'annexe « B ».
12. le fait de garder dans ou sur l'immeuble tout animal habituellement trouvé sur une ferme tel que veau, vache, cochon, poule, canard, cheval ou autre animal de même genre sauf sur des immeubles destinés à des fins agricoles ou pour des activités temporaires de promotion, de spectacle ou culturelle;

13. (Non applicable)

tout chien de race bull-terrier, staffordshire bull-terrier, american bull-terrier, american stafforshire terrier, american pit bull therrier, pit bull, rottweiler ou tout chien hybride issu d'une des races précédemment mentionnées et d'une autre race ou tout chien de races croisées possédant des caractéristiques substantielles d'un chien d'une race précédemment mentionnées.

Nonobstant les paragraphes 11 et 12 du 1^{er} alinéa, il est permis de garder les animaux domestiques suivants : chien, chat, poissons et oiseaux, à l'exception des oiseaux rapaces.

Article 12 Nombre de permis d'animaux

Nul ne peut garder plus d'animaux qu'indiqué à l'*annexe A* par unité d'habitation, commerce ou industrie, sauf si un permis a été émis par la municipalité pour opérer un chenil, une fourrière, un hôpital vétérinaire, un commerce de ventes d'animaux, une ferme. La présente restriction ne s'applique pas lorsque l'un de ces animaux met bat, et ce, pour une période maximale de 3 mois.

Article 13 Laisse

Tout chien doit être tenu en laisse lorsqu'il se trouve à l'extérieur des limites de la propriété de son gardien. La laisse doit avoir une longueur maximale de 2 mètres.

Article 14 Garde (non applicable)

Tout animal gardé à l'extérieur d'un bâtiment doit être tenu ou retenu au moyen d'un dispositif : attache, laisse, clôture, etc. l'empêchant de sortir de ce terrain.

Article 15 Endroit public

Le gardien ne peut laisser l'animal sans surveillance dans un endroit public ou sur une propriété privée autre que celle du gardien de l'animal.

Article 16 Morsure

Lorsqu'un animal a mordu une personne, son gardien en avise le service de police le plus tôt possible.

Article 17 Inspection

Le Conseil autorise l'officier municipal à visiter et à examiner, entre 7 heures et 19 heures, toute propriété mobilière ou immobilière ainsi que l'extérieur ou l'intérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si le règlement y est exécuté et ainsi tout propriétaire, locataire ou occupant de ces maisons, bâtiments ou édifices, doit recevoir ces personnes et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution de ce règlement.

Le propriétaire ou gardien de l'immeuble ou bâtiment doit laisser l'officier municipal exécuter ses fonctions en vertu du 1^{er} alinéa.

Article 18 Poursuite pénale

Le Conseil autorise l'officier chargé de l'application du présent règlement à entreprendre des poursuites pénales contre toute personne contrevenant à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement et autorise généralement ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin.

Article 19 Amendes

Quiconque contrevient aux *articles 2, 6, 8, 11.3, 11.4, 11.6, 11.12 et 12* du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 40 \$ et de 100 \$ pour chaque récidive.

Quiconque contrevient aux *articles 11.1, 11.2, 11.5, 11.7, 11.8, 11.9, 11.10, 11.11, 11.13, 13, 14, 15, 16 et 17* du présent règlement commet une infraction est passible, en plus des frais, d'une amende de 200 \$ et de 500 \$ pour chaque récidive.

Lorsqu'une infraction dure plus d'un jour, on compte autant d'infractions distinctes qu'il y a de jours ou de fraction de jour qu'elle a duré et ces infractions peuvent être décrites dans un seul chef d'accusation.

Article 20 Abrogation

Le présent règlement abroge, à toutes fins que de droit, le règlement 47-97 *chiens et animaux domestiques* et ses amendements.

Article 21 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Adopté

Réjeanne Julien
Greffière

Rolland Dion
Maire

Annexe « A »

RMU-02

Règlement concernant les animaux

Article 3 : (non applicable)

Durée de la licence :

Article 4 : (non applicable)

Coût de la licence :

Article 12 :

Nombre d'animaux permis : 4

Annexe « B »

Règlement concernant les animaux

Animaux sauvages :

- Tous les simiens et les lémurien (exemple : chimpanzé)
- Tous les anthropoïdes vénéneux (exemple : tarentule, scorpion)
- Tous les rapaces (exemple : faucon)
- Tous les édentés (exemple : tatous)
- Toutes les chauves-souris
- Tous les ratites (exemple : autruche)

Carnivores :

- Tous canidés excluant le chien domestique (exemple : loup)
- Tous félidés excluant le chat domestique (exemple : lynx)
- Tous les mustélidés excluant le furet et la moufette domestiques
- Tous les ursidés (exemple : ours)
- Tous les hyénidés (exemple : hyène)
- Tous les pinnipèdes (exemple : phoque)
- Tous les procyonidés (exemple : raton-laveur)

Reptiles :

- Tous les lacertiliens excluant l'iguane
- Tous les ophidiens (exemple : python royal, couleuvre rayée)
- Tous les crocodiliens (exemple : alligator)

Tous les rats

Règlement RC-02
Règlement complémentaire concernant les animaux

Séance ordinaire du conseil municipal de la Ville de Saint-Raymond, tenue le 4 juin 2007, à 20 heures, à l'endroit ordinaire des séances du conseil, à laquelle étaient présents :

Monsieur le maire Rolland Dion

Madame et messieurs les conseillers :

Jean-Luc Plamondon
Bernard Ayotte

Guillaume Jobin
Jacquelin Genois
Denis Gingras

tous membres du conseil et formant quorum.

Attendu qu'un avis de motion de ce règlement a été préalablement donné, soit à la séance du conseil tenue le 7 mai 2007;

Attendu qu'une copie du projet de règlement a été remise à tous les membres du conseil au plus tard deux jours juridiques avant la séance et que tous les membres présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture;

En conséquence,
sur la proposition du conseiller Guillaume Jobin,
appuyée par le conseiller Bernard Ayotte,

il est résolu à l'unanimité que ce conseil municipal décrète ce qui suit, à savoir :

Article 1 Application

Le présent règlement complète le règlement RMU-02 concernant les animaux.

Les définitions et les dispositions qui y sont énumérées s'appliquent au présent règlement.

Article 2 Garde

2.1 Tout chien doit, lorsqu'il est à l'extérieur d'un bâtiment, être tenu ou retenu au moyen d'un dispositif : attache, laisse, clôture, etc. l'empêchant de sortir de ce terrain.

2.2 Tout chien de race race bull-terrier, staffordshire bull-terrier, american bull-terrier, american stafforshire terrier, american pit bull therrier, pit bull, rottweiler ou tout chien hybride issu d'une des races précédemment mentionnées et d'une autre race ou tout chien de races croisées possédant des caractéristiques substantielles d'un chien d'une race

précédemment mentionnées doit, lorsqu'il est à l'extérieur d'un bâtiment, porter une muselière correctement installée.

Article 3 Frais de capture, de garde et de pension

3.1 Les frais de capture, de garde et de pension, de soins vétérinaires de tout animal amené à l'enclos public sont à la charge du gardien de l'animal.

3.2 Lorsque le gardien d'un animal domestique qui a été amené à l'enclos public le réclame, ce dernier doit, au préalable, payer et acquitter les frais prescrits.

3.3 Les frais

Tous les frais applicables sont à la charge du gardien du chien.

Les frais sont établis comme suit :

Frais de capture	25,00 \$
Frais de garde et de pension	20,00 \$ par jour
Frais de soins vétérinaires et d'expertise	Frais réellement encourus

3.4 À moins d'une disposition contraire, tout animal domestique amené à l'enclos public est gardé pendant 3 jours ouvrables durant lesquels son gardien peut en reprendre possession sur paiement des frais mentionnés à l'article 3.3 Si l'animal n'est pas réclamé dans le délai de 3 jours ouvrables ou si les frais mentionnés à l'article 3.3 ne sont pas acquittés dans le même délai, le responsable de l'enclos public peut en disposer.

Malgré le premier alinéa, tout animal capturé qui est malade ou blessé, lorsqu'il est incurable et qu'il souffre, peut être, sur l'avis d'un vétérinaire, éliminer par euthanasie, sans délai.

3.5 Lors de la saisie ou de la capture d'un animal, l'officier chargé de l'application du présent règlement peut prendre tous les moyens requis pour assurer la sécurité des personnes ou des autres animaux.

3.6 La personne responsable de l'enclos public peut disposer du corps d'un animal qui meurt à l'enclos public ou qui est éliminé conformément à l'une des dispositions du présent règlement, lorsque l'identité de son gardien est inconnue ou lorsque celui-ci refuse de le faire.

Article 4 Inspection

Le Conseil autorise l'officier chargé de l'application du présent règlement à visiter et à examiner, entre 7 heures et 19 heures, toute propriété mobilière ou immobilière ainsi que l'extérieur ou l'intérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si le règlement y est exécuté et ainsi tout propriétaire, locataire ou occupant de ces maisons, bâtiments ou édifices, doit recevoir ces personnes et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution de ce règlement.

Le propriétaire ou gardien de l'immeuble ou bâtiment doit laisser l'officier chargé de l'application du présent règlement exécuter ses fonctions en vertu du 1^{er} alinéa.

Article 5 Poursuite pénale

Le Conseil autorise l'officier chargé de l'application du présent règlement à entreprendre des poursuites pénales contre toute personne contrevenant à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement et autorise généralement ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin.

Article 6 Amendes

Quiconque contrevient aux articles 2.1, 2.2 et 4 du présent règlement commet une infraction est passible, en plus des frais, d'une amende de 200 \$ et de 500 \$ pour chaque récidive.

Lorsqu'une infraction dure plus d'un jour, on compte autant d'infractions distinctes qu'il y a de jours ou de fraction de jour qu'elle a duré et ces infractions peuvent être décrites dans un seul chef d'accusation.

Article 7 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Adopté

Réjeanne Julien
Greffière

Rolland Dion
Maire